

Madame, Monsieur,

Vous êtes candidat.e aux élections législatives de juin 2022. Nos organisations, membres du collectif "Plus Jamais ça" et le collectif de citoyennes et citoyens du Pacte pour la Transition Montpellier, portent un projet global et concret que nous souhaitons vous présenter ici. À la veille de nouvelles échéances électorales déterminantes, ces propositions ont vocation à alimenter les débats et à proposer des solutions réalistes qui répondent aux urgences tant sociales qu'environnementales.

L'alliance de nos organisations nationales fait la démonstration concrète que la crise exige un arc de forces uni, seul capable de poser les mesures qui doivent être prises pour bâtir un monde humaniste, solidaire et digne. Depuis plus d'un an, nos organisations syndicales et associations convergent, convaincues que les réponses aux urgences sociales et environnementales doivent être construites ensemble pour, enfin, véritablement changer de système. Tel est le sens des propositions que nous versons à la discussion. Elles constituent un point de départ à la construction d'une politique concrète en termes de justice sociale et environnementale. Nous vous invitons à les consulter en intégralité, sur nos sites :

Collectif Plus Jamais ça : <https://plus-jamais.org/nos-propositions/>

Pacte Législatives : <https://pactetransition-legislatives.org/#enjeux>

Dans l'Hérault, nous voulons attirer votre attention sur des mesures qui nous semblent particulièrement importantes ; elles sont détaillées ci-après. Nos organisations se tiennent disponibles pour travailler avec vous, si vous êtes élu.e député.e, sur leurs déclinaisons législatives.

Nous sommes nombreux.ses à aspirer à un autre monde, où justice sociale rime avec préservation de l'environnement. Et nous sommes convaincus que vous y serez sensible, dans l'exercice de votre fonction.

Les autres candidat-es sont également sollicité.es. Notre interpellation et vos réponses seront retranscrites et référencées, en toute transparence, sur la plateforme du Pacte pour la Transition Législatives, et lors d'une conférence de presse le 1er juin à Montpellier, afin d'informer les électrices et électeurs des positions et propositions de leurs futur.es représentant.es.

Dans l'attente d'un retour de votre part sur ces différents points, veuillez recevoir Madame, Monsieur l'expression de nos salutations les meilleures.



CONTACTS Alternatiba ANV-Cop21 Montpellier: anv-montpellier@gmx.fr / 06 47 95 64 50

ATTAC Montpellier: attac.montpellier@wanadoo.fr / JC Favier : 06 34 77 60 87 ; **Confédération paysanne 34:** confherault1@orange.fr / 06 81 18 98 67 ; **Greenpeace Groupe local Montpellier:** gl.montpellier@greenpeace.fr ;

Pacte pour la Transition Montpellier: montpellier@transition-citoyenne.org ;

Union Syndicale Solidaires 34: contact@solidaires34.org

NOS PROPOSITIONS

Un plan d'urgence pour l'hôpital public et contre les déserts médicaux

L'hôpital public est un outil indispensable pour que l'État puisse garantir un accès gratuit et égalitaire aux soins de qualité sur l'ensemble du territoire. Il faut en urgence former et embaucher du personnel avec un 1er plan de 100000 recrutements, augmenter les salaires en assurant l'égalité avec les autres pays européens, supprimer la sélection et créer des places dans les formations de santé, annuler la dette des hôpitaux et augmenter leurs budgets d'au moins 5 %. Tous les plans de restructurations et de fermetures de sites ou de services doivent être stoppés. La situation dans les EPHAD, en manque de personnels et pour certain soumis à l'avidité des financiers, est par ailleurs devenue catastrophique et inacceptable. Il faut accompagner la création d'un réseau territorial de centres sociaux et de santé pluri-professionnels avec prise en charge du tiers payant et rétablir les services fermés correspondant aux besoins exprimés par les populations concernées. Un accès juste et égalitaire aux soins doit être assuré partout sur le territoire et par conséquent, un vrai plan de lutte contre les déserts médicaux doit également être engagé.

Un plan contre les violences faites aux femmes

La lutte contre les violences faites aux femmes, bien que déclarée « grande cause nationale » depuis 2017, n'a pas permis d'améliorer la situation sur le terrain. Il est de la responsabilité du gouvernement de soutenir massivement le recours à l'ordonnance de protection pour éloigner les partenaires violents, d'assurer un accueil permanent pour les femmes et les enfants dans chaque commune, de garantir les moyens pour les associations de terrain. Un programme de prévention doit être engagé en concertation avec ces associations : formation des policier.es, des magistrat.es, des personnels soignants afin que le recueil de la parole en matière de violences de genre et à leur identification soient garantis. Nous revendiquons la ratification immédiate de la convention 190 de l'OIT par la France.

Reprendre le contrôle sur le monde de la finance

La transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en impôt sur la fortune immobilière (IFI) est la mesure symbolique du Président des riches et de l'injustice fiscale. Nous proposons de restaurer l'ISF, en supprimant les nombreuses niches fiscales que comportait cet impôt. Rétablir la progressivité de l'impôt sur les revenus financiers, rendre l'impôt sur le revenu plus progressif et la CSG progressive dégageraient des ressources supplémentaires et feraient contribuer les plus riches. La taxation des transactions financières (TTF) ne concernant que les actions, rapporte environ 1,6 milliard d'euros par an. La mise en place d'une TTF sur tous les produits financiers permettrait de récupérer plus de 9 milliards d'euros par an. Taxer les transactions financières permettrait également de freiner la spéculation, contribuerait à réduire la taille et l'instabilité des marchés financiers et, ainsi, à réduire le pouvoir de la finance.

Ainsi nous proposons de rétablir l'ISF, de rendre la CSG progressive, d'élargir l'assiette de la Taxation des Transactions financières. Il est aussi urgent de réformer le Ministère des Finances : interdiction du pantouflage et du rétro-pantouflage avec conditions coercitives financières, embauche d'inspecteurs des finances avec création d'un département chargé de l'évasion fiscale, fin du "verrou de Bercy".

Cesser les soutiens publics aux acteurs polluants, destructeurs de la biodiversité et de l'emploi

Les entreprises et acteurs financiers actifs dans les secteurs carbonés et destructeurs de la biodiversité doivent cesser de bénéficier d'exemptions fiscales, d'aides et subventions publiques (aides à l'agriculture et à la pêche industrielles, à l'exportation et à la promotion, à la déforestation importée...). Aucun investissement public ou garanti par l'État ne doit soutenir le secteur des

énergies fossiles ni le développement de nouveaux projets nucléaires, il faut conditionner les aides à la transition des industries fortement polluantes, de la pêche et de l'agriculture industrielle. Les aides accordées aux transports polluants comme celles octroyées par le gouvernement sans contreparties à Air France doivent être soumises à des obligations sociales et environnementales. Les entreprises qui distribuent des dividendes et suppriment des emplois doivent être exclues des dispositifs de crédit d'impôt recherche (CIR).

Repenser les mobilités

L'urgence climatique nous oblige à bifurquer dès aujourd'hui. Nous devons sortir de la dépendance au transport routier et abandonner les grands projets inutiles de nouvelles infrastructures routières telles que le LIEN, et le COM en rendant l'usage du vélo sécurisé et en développant massivement les transports en commun .

En matière d'aérien : pas d'extension de l'aéroport de Montpellier, pas de création de lignes superflues et arrêt des vols courts comme vers Paris, alors qu'une alternative en train existe. Cela implique le développement d'un service accru de lignes ferroviaires, tout en veillant à proposer des tarifs abordables pour les personnes avec peu de revenus. Rediriger les subventions du secteur vers des moyens de transport compatibles avec les enjeux climat, et anticiper la reconversion du secteur avec les salarié·es.

Protéger l'équité des exercices démocratiques

Notre système démocratique est loin d'être exempt de tout reproche, mais assure néanmoins certaines garanties et protections dans l'organisation de notre pays. Il est donc important de le protéger, et d'empêcher les dérives locales avant qu'elles ne deviennent la norme. Les conflits d'intérêt, les manœuvres locales visant à protéger des enjeux personnels au détriment de l'intérêt général, parfois dans une indifférence généralisée très inquiétante, doivent être combattus avec vigueur. Nous demandons aux futur.e.s député.e.s de s'engager à mettre en œuvre un projet de loi visant à éviter que les dérives de ce type, qui mettent en péril l'équité des procédures démocratiques.

Valoriser et créer des emplois dans l'agriculture

La transition vers une alimentation suffisante et de qualité se fera grâce à une augmentation considérable des emplois agricoles : nous voulons 1 million de paysan·nes au moins ! Pour atteindre cet objectif, le métier de paysan·ne doit redevenir attractif, en assurant un revenu décent garanti par la régulation et la répartition des volumes de production et l'élaboration d'une loi garantissant des prix rémunérateurs du travail des paysan·nes. Cette mesure doit être doublées d'une politique d'installation massive de paysan·nes, avec une loi qui protège le foncier agricole (zéro artificialisation nette des sols), le répartisse équitablement et en garantisse l'accès aux nouveaux·elles entrant·es.

Garantir à toutes et tous un égal accès à une alimentation saine et de qualité

L'accès à une alimentation saine et de qualité est un marqueur d'inégalité sociale entre une fraction aisée de la population qui peut s'offrir des produits de qualité et le reste de la population, à faible pouvoir d'achat, qui n'a pas d'autres choix que de recourir à une nourriture industrielle, standardisée, de mauvaise qualité nutritionnelle, voire nocive pour la santé. Nous devons explorer les pistes de réflexion sur la manière de socialiser la production agricole d'alimentation ainsi que l'accès à une alimentation saine et durable pour toutes et tous. Cela passe obligatoirement par une revalorisation des salaires mais aussi par une régulation plus stricte des produits mis en vente (encadrement des marges et des pratiques des géants de l'agroalimentaire et de la grande distribution).